

1) La Reprise en main de notre Pays

L'écrasante majorité de la « représentation » politique française (avec la complicité des hauts fonctionnaires et eurocrates) se vautre dans les compromissions et les trahisons. Les conflits d'intérêts, la corruption, la bêtise voire la malveillance ainsi que le sectarisme idéologique de « la caste » ayant la mainmise sur les médias et la politique, ont précipité la France dans l'abîme où elle continue de plonger aujourd'hui. Il est impératif de neutraliser les traîtres et les corrompus par les voies judiciaires. Nous affirmons connaître les dossiers compromettant une large part de notre « représentation » politique, ainsi que les lois, les procédures et les acteurs nécessaires pour rendre justice aux Français. Ceux qui nous ont trahis ne resteront pas impunis si vous nous remettez votre confiance. Nous ferons jouer notre pouvoir de révocation sur tout commissaire européen se rendant coupable de corruption.

2) La Justice

Nous dénonçons la fusion des autorités judiciaires, exécutives, législatives, médiatiques, financières et scientifiques aussi bien au sein des instances nationales que supranationales. L'entre-soi de la magistrature et de notre personnel politique les placent sous le régime de l'impunité. Les intérêts particuliers priment sur l'intérêt général. Nous nous alarmons des faibles moyens à disposition de la Justice dont découle (entre autres raisons) la tentation de ne plus instruire de nombreux dossiers. Nous voulons que le pouvoir soit restitué au peuple qui missionnera, par le suffrage universel et révocatoire, les présidents de toutes les institutions essentielles à la vie publique. Nous exigeons que les moyens de la Justice permettent la simplification, la célérité et la qualité de l'instruction des requêtes du justiciable. Nous défendons l'idée que la justice devienne un outil de contre-pouvoir, afin de garantir les libertés publiques fondamentales ainsi que la justice sociale, fiscale, civile, et pénale.

3) Une vraie Démocratie

La souveraineté politique du peuple nécessite une démocratie authentique. Si le peuple ne peut, indépendamment de sa représentation politique, légiférer ou révoquer ses mandataires défaillants, alors il n'est pas en démocratie. Bien que nous ne prétendions pas édicter les règles les plus équilibrées et satisfaisantes pour garantir cette souveraineté populaire, nous souhaitons éclairer les citoyens sur diverses pistes en ce sens. La voie du référendum est la seule à pouvoir légitimer les lois dès lors que le débat public et médiatique se veut réellement honnête et contradictoire. En conséquence, nous nous engageons à faciliter la consultation et la votation des citoyens par le biais d'assemblées, autant physiques que numériques, cela afin de renforcer cette souveraineté et assurer une authentique démocratie participative.

4) Les Libertés Fondamentales

Depuis l'avènement de la Macronie, nos libertés fondamentales sont de plus en plus attaquées. Les droits de rassemblement, de circulation ainsi que la liberté d'expression, notamment numérique, sont menacés par un régime dérivant vers le totalitarisme, opportunément renforcé par la propagande autour de l'épidémie de Covid. Le chantage à l'emploi, à la dette et les pressions diverses, notamment via le « pass », ont forcé une partie de la population à subir des atteintes à ses droits les plus inaliénables. La liberté de choix thérapeutique et éclairée des citoyens ainsi que des praticiens est clairement attaquée en violation de l'article 16-3 du Code civil. Nous glissons, de façon sournoise, dans un régime de permissions et de libertés conditionnées ! Les lanceurs d'alerte, experts, intellectuels et politiques opposés à ces atteintes sont salis et persécutés, parfois via des abus administratifs ou judiciaires. Les médias et responsables gouvernementaux empêchent une information digne et loyale. Les candidats de "France Libre" sont en colère contre toutes ces atteintes et sont déterminés à obtenir justice, tout en restant vigilants sur les futurs projets de loi qui viendraient, à nouveau, menacer nos libertés fondamentales.

5) Vivre en Paix

Guidés par des intérêts prédateurs en son sein, les Etats-Unis d'Amérique se conduisent en ennemis de la France et sont pourtant présentés comme une aimable démocratie et un « allié », tandis qu'on nous incite à haïr les nations déplaisant à notre donneur d'ordres. Ajoutons que les marchands de canons alimentent cette propagande de guerre occultant nos véritables intérêts concernant la défense, la diplomatie et l'économie qui exigent de toujours rechercher les conditions de la paix. Nous nous engageons, en conséquence, à promouvoir une paix alignée sur nos intérêts stratégiques et à rappeler que la France ne peut rester silencieuse face aux crimes contre l'humanité dont elle est le témoin dans le concert des nations.

6) La Protection des Enfants

L'éducation des enfants revient à leurs familles et l'État n'a pas pour rôle de s'y substituer. Sauf cas graves et prouvés, un enfant doit grandir avec ses parents. Actuellement, 400 000 enfants sont placés, dont une grande partie pour des motifs légers ou des suspicions, sans preuve, et sans principe de contradiction et de contre-pouvoir. Nous nous inquiétons des rattrapages idéologiques notamment ceux prodigués par l'école, et l'absence de consultation des parents dans la constitution des programmes et supports pédagogiques.

Nous militons pour les droits de l'enfant. Il est indispensable de revenir à l'esprit de l'ordonnance de 1945, de rétablir une gestion nationale de ce domaine, et d'encadrer le fonctionnement des services sociaux pour améliorer ceux-ci et protéger la population de « ceux qui les protègent ». La désagrégation des services régaliens de l'État ne doit plus nuire aux familles. Nous militons pour la protection des droits de l'enfant, la défense des droits parentaux et la protection de l'enfance tels que définis dans la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (CIDE). Cela inclut la notion de service public, la déjudiciarisation dès que possible, la simplification, la suppression des intermédiaires payants, la numérisation et l'automatisation.

7) L'Économie

Depuis que nous participons à l'Union européenne, nous subissons des traités favorisant le libre-échange, les dérégulations monétaires et l'évasion fiscale. Les multinationales placent en concurrence les travailleurs européens pour réduire les salaires et systèmes sociaux, avec la complicité de nos politiciens. Nous souhaitons que la France reprenne le contrôle de sa dette, de ses finances publiques et de l'émission de monnaie. Nous demandons des mesures législatives contre le capitalisme de connivence et exigeons que les monopoles stratégiques restent sous contrôle public. Enfin, nous voulons réévaluer nos échanges internationaux selon des critères de commerce équitable. Nous voulons protéger les savoir-faire des entreprises artisanales et l'innovation des inventeurs français de la prédation des multinationales. Nous souhaitons promouvoir toutes initiatives portant sur les monnaies locales, la monnaie fondante, la monnaie pleine et bien d'autres modèles monétaires.

8) Le Respect du Vivant

Le cynisme et la cupidité de certains de nos dirigeants nous poussent à nier le caractère sensible des animaux que nous élevons ainsi que le droit à la biodiversité d'exister sans qu'on lui attribue une valeur marchande quelconque. La Nature est notre bien le plus précieux. Nous devons donc en prendre soin tout en assurant notre souveraineté alimentaire avec des normes respectueuses de la biodiversité et en garantissant la résilience des territoires. Nous militons pour la protection du Vivant et pour remettre l'Humain au centre de nos préoccupations politiques. Nous nous opposons aux lobbies des semences. Nous voulons une agriculture responsable, en harmonie avec la biodiversité environnante et désirons des produits de qualité dans nos assiettes tout en garantissant les marges des producteurs. Nous souhaitons que le foncier agricole reste préservé de toute prise de contrôle des multinationales et encourager les polycultures au détriment des monocultures industrielles subventionnées. Nous encouragerons toute initiative législative ou réglementaire visant à réduire les gaspillages.